Tribune libre

Emplacement réservé aux trois groupes du Conseil Municipal

Union pour Le Chesnay

Tous avec Maurice Cointe

Certains d'entre vous ne se sentent peut-être pas concernés par les Elections Cantonales, qui ne revêtent pas le caractère populaire des élections législatives et présidentielles.

Pourtant, chacun de nous doit se sentir totalement impliqué dans cette consultation. Maurice COINTE, Conseiller Général sortant, a reçu l'investiture de tous les partis de l'opposition.

IL EST LE SEUL CANDIDAT POUVANT SE PRÉVALOIR DE CE SOUTIEN. NOUS DEVONS LE RECONDUIRE DANS SES FONCTIONS QU'IL A ASSUMÉES AVEC LA FOUGUE ET LE TALENT QUE TOUT LE MONDE LUI RECONNAÎT.

Au Conseil Général, la représentativité des candidats de l'opposition doit être massive. Elle doit devenir le poids réel de toute l'opposition et ainsi confirmer l'analyse de tous les sondages : la gauche n'est pas apte à gouverner le pays.

MOBILISEZ-VOUS AUTOUR DU SEUL CANDIDAT DE L'UNION DE L'OPPOSITION. MAURICE COINTE DOIT ÊTRE ÉLU DÈS LE PREMIER TOUR. L'UNION DE L'OPPOSITION TOUTE ENTIÈRE VOTERA MAURICE COINTE.

Rassemblement pour Le Chesnay

L'enjeu des cantonales

Les 10 et 17 mars prochains, nous serons appelés à renouveler le Conseiller Général de notre canton. Ces élections, les premières depuis la loi de décentralisation qui a donné des compétences et des pouvoirs nouveaux aux assemblées départementales, sont importantes à plus d'un titre.

Ces élections sont importantes d'abord pour la vie quotidienne de chacun des habitants du département. Le département, c'est un gros budget. Celui de 1985 avoisinera les 2,4 milliards de francs, dont 23% consacrés aux seuls investissements et engagés pour préparer notre avenir dans tous les domaines.

Ces élections auront également une signification politique déterminante. Les sondages ou élections partielles nous montrent clairement, jour après jour, que le gouvernement n'a plus la confiance des Français. Les Français veulent autre chose qu'une politique dirigiste et incohérente dans son action. Ils ne veulent plus d'une politique qui maintient le marasme dans notre économie, aggrave le chômage, affaiblit le prestige de la France.

La consultation de mars présente donc deux enjeux importants :

- un enjeu local : l'Union de l'Opposition doit préserver et améliorer ses positions pour mieux préparer l'avenir dans notre département ;
- un enjeu national : une sévère défaite de la gauche revêtira une double signification. Elle aura une valeur de sanction à l'égard de la politique suivie par la majorité. Elle aura une valeur d'avertissement de la nation au pouvoir. Chacun devra, en allant voter, ne pas l'oublier.

Ces élections préfigurent les élections législatives de 1986. Devant cet enjeu national, voter est une obligation, s'abstenir est faire le jeu de la majorité gouvernementale actuelle.

Groupe de l'Union de la Gauche

Les élus socialistes

Traditionnellement, les élections cantonales ne soulevaient guère l'enthousiasme. Le taux d'abstention y était fort élevé, de l'ordre de 40%. Le Conseil Général était alors une assemblée "croupion" composée de notables n'ayant guère de responsabilité.

Dès son arrivée au pouvoir, la majorité de gauche va retirer au préfet tout rôle dans l'instruction et l'exécution des affaires départementales, et confier l'exécutif aux élus. Ce faisant, la gauche se privait même de tout pouvoir sur les départements dominés par la droite, c'est le cas des Yvelines.

Elle l'a fait néanmoins, parce que la gauche veut développer la démocratie locale, décentraliser le pouvoir au plus près des citoyens afin que ceux-ci puissent contrôler leurs représentants.

C'est sans doute à cette politique que Monsieur de VERNEJOUL attribue les qualificatifs de "gestion marxiste" "radicalisation voulue par le pouvoir" "liberté individuelle restreinte" et autres galimatias excessifs et dérisoires. Aujourd'hui, la droite réclame davantage de décentralisation, mais il faut savoir qu'elle fut violemment opposée au point de déposer un recours qu'elle a perdu devant le conseil constitutionnel.

Aujourd'hui, le problème est de mettre les ressources considérables du département (2 milliards de F.) au service de la modernisation. Cela suppose que, dans les Yvelines, une gestion dynamique conduite par les hommes de gauche, qui croient vraiment à la décentralisation, remplace la gestion conservatrice que nous connaissons.

Nous vous appelons à voter pour le candidat socialiste Jean MAILLEFER.

Tribune libre

Emplacement réservé aux trois groupes du Conseil Municipal

Union pour Le Chesnay

Mars 1985

Le 10 mars prochain, les élections cantonales se dérouleront dans la moitié des 4 000 cantons français. Notre commune et celle de Rocquencourt seront appelées à élire leur représentant au Conseil Général des Yvelines.
Ces élections prennent une importance accrue depuis le vote des lois sur la décentralisation. Les conseils généraux ont reçu de nouvelles attributions dans le domaine des équipements, de l'environnement, des écoles et de l'aide sociale. Parallèlement, ils ont pris un poids politique accru, face à l'Etat. En 1985, le budget du département des Yvelines approchera 2 milliards de Francs. Le Conseil Général intervient dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle, en liaison avec les communes et les associations.

Il est donc important que notre commune soit représentée au Conseil Général pour y être défendue. C'est la mission dont vous avez chargé Maurice COINTE. Depuis six ans, il l'accomplit avec compétence et dévouement, ce qui a permis au Chesnay et à Rocquencourt de participer aux programmes d'équipement et d'animation du département.

Ces élections prendront aussi un caractère politique indéniable. La moitié du corps électoral s'exprimera à cette occasion, moins d'un an après les Elections Européennes. Il est important que le Conseil Général des Yvelines demeure dans l'opposition. C'est la raison pour laquelle le R.P.R., l'U.D.F. et les non-inscrits de l'opposition ont décidé de soutenir les Conseillers Généraux d'opposition sortants et dans les cantons détenus par la majorité, de passer un pacte électoral.

Notre Maire sera donc le candidat de l'opposition unie dans le canton du Chesnay.

L'Union pour Le Chesnay vous demande de réserver cette date pour accomplir votre devoir électoral, pour manifester vos convictions politiques et pour élire Maurice COINTE, **dès le premier tour.**
Ne négligez pas ces élections : c'est pour vous le moment de faire connaître démocratiquement ce que vous souhaitez pour les Yvelines et la France.
Le 10 mars, voter Maurice COINTE, ce sera voter pour Le Chesnay et pour l'opposition.

Rassemblement pour Le Chesnay

1981 - 1984 La Grande Braderie

"Si vous ne connaissez pas la question, de quoi vous mêlez-vous — et si vous la connaissez, que faites-vous de votre conscience ?" En écrivant ces mots, Louis PASTEUR était loin de penser à la gestion marxiste de la France depuis 1981 !
Et pourtant :

- Sur le plan local, la réduction de la durée d'exonération de la taxe foncière bâtie, le transfert d'attributions aux collectivités locales sans transfert des ressources correspondantes, la limitation arbitraire de la hausse des prix des services montrent que les leçons données par les pays "frères", comme par exemple le scandale de l'emprunt russe, ont été enregistrées.

- Sur le plan national, le démantèlement du système hospitalier, les libertés menacées au niveau de la gestion communale, de la presse et de l'enseignement, la justice bafouée encore récemment par des grâces inadmissibles, la liberté individuelle restreinte par l'accroissement du droit de perquisition, la police "assassinée" dont l'action est de plus en plus entravée, témoignent de la radicalisation voulue par le pouvoir.

- Sur le plan international, la braderie de la politique élaborée par le Général DE GAULLE, le voyage en Crète dont le seul précédent a été la poignée de main de Montoire, et aujourd'hui la politique d'abandon de la Nouvelle-Calédonie sont la preuve du peu de cas qui est fait d'une "certaine idée de la France".

En ce qui concerne ce dernier point, nous demandons à tous ceux qui sont pour la démocratie, le respect des lois, du suffrage universel et de la Constitution d'apporter leur soutien à :

"SOLIDARITÉ FRANCE - NOUVELLE CALÉDONIE"
Association France-Calédonie,
91 boulevard de Courcelles, 75008 Paris

Vous démontrerez par vos nombreuses signatures au Chef de l'Etat, au gouvernement et à tous les partis politiques que vous êtes solidaires de nos compatriotes du bout du monde.

Pierre de VERNEJOUL

Groupe de l'Union de la Gauche

Pour l'Emploi

de C. LECLERC, Conseillère Municipale Communiste.

L'Emploi est un vrai problème qui mérite d'être traité sérieusement. Les déclarations de M. le Maire sur son action en faveur de l'emploi ne sont que démagogie. Il suffit de regarder comment se traduisent concrètement "l'esprit d'entreprise" de ses amis politiques et du C.N.P.F. : casse d'entreprises modernes, performantes correspondant à des secteurs clés de notre économie (Bull, LTT, St-Gobain, Ugine-Fos, Thomson-CGE, Creusot-Loire...) Mais plus révélateur encore, M. le Maire se vante d'avoir permis le maintien des emplois de Fenwick au Chesnay et rêve de la création d'une centaine d'emplois... "à terme", les faits sont tout autres Août 1984, 210 salariés, fin avril 1985 ne sont prévus que le maintien de 125 salariés du Chesnay et l'arrivée d'un peu plus de 60 (mutations de St-Ouen et Orgeval).

Même si le site du Chesnay a été maintenu contrairement à d'autres cela fait 40 % de suppressions d'emplois. Quant à la création d'un second centre commercial, ne fait-on pas fi du commerce de quartier du Chesnay et de Versailles ?

Non, il ne nous fera pas oublier comme cela que le chômage résulte de la gestion du patronat pour la recherche de bénéfice sans produire : les moyens de placement ont rarement été aussi diversifiés, les exportations de capitaux aussi massives, les marchés financiers explosent, les profits sont au plus haut.

La solution ne passe pas par une soumission à cette orientation du patronat ni par la généralisation des emplois précaires, des TUC..., ni par la baisse du pouvoir d'achat. Il faut une volonté politique au niveau national et local d'avoir une industrie de service, des hommes et non des spéculateurs.

JEAN MAILLEFER

Suite de la page 1

Voici une première raison de voter pour lui : il sera un Conseiller général techniquement compétent !

Au bout de 37 ans, Jean MAILLEFER connait parfaitement tous les rouages et méandres de l'Administration départementale, et un grand nombre de responsables et d'agents. Les procédures et les Services lui sont familiers.

Voici une deuxième raison de voter pour lui : il sera un Conseiller général averti et efficace !

Mais, aux côtés de sa femme, Monique, Jean MAILLEFER a aussi une autre histoire, celle des engagements personnels qu'ils ont pris ensemble, au fil des ans. Leurs convictions de militants chrétiens, dans l'Eglise Réformée de France, les amène bientôt à des entreprises plus largement sociales, mais tout aussi bénévoles. Pendant quinze ans, ils sont administrateurs d'une Maison d'enfants, ils sont parents d'élèves, Délégués de classe, dans l'Enseignement Secondaire public. Aujourd'hui, une grande part de leur temps est prise par leur participation à l'équipe d'animation du Centre 8, bien connu à Versailles, où ils agissent dans les secteurs "solidarité-chômage" et "alphabétisation".

Pour Jean MAILLEFER, cette activité n'est pas suffisante. C'est bien d'aider les autres à trouver leur solution, c'est encore mieux d'aider toute une société à trouver ses solutions. En 1974, Jean MAILLEFER fait le pas qui conduit de l'engagement social à l'engagement politique : il adhère au Parti socialiste, sans renoncer pour autant à ses activités sociales. Depuis, il a présenté sa candidature aux Chesnaysiens, sur la liste de gauche, à chaque élection municipale. La dernière loi électorale, instituant le pluralisme politique dans les municipalités, lui permet enfin de participer à la gestion de notre Commune.

Voici donc une troisième raison de voter pour Jean MAILLEFER : ce sera un Conseiller général humain et désintéressé, qui saura prendre en considération, d'abord, le sort des moins favorisés de notre société !

Michel BLOCH-LEMOINE
Secrétaire de la Section
du Parti socialiste
du Chesnay-Rocquencourt

UN PROGRAMME POUR LES YVELINES

ENJEU : DECENTRALISATION

L'enjeu des élections cantonales de 1985, dans les Yvelines, c'est d'obtenir une véritable application de la LOI DE DECENTRALISATION : qu'elle serve vraiment à ce pourquoi elle est faite, maintenant que les Partis de Droite, qui l'avaient d'abord combattue, en revendiquent l'extension pour la mieux neutraliser.

L'enjeu de la Loi de décentralisation, dans les Yvelines, c'est la possibilité et le devoir, pour 38 Conseillers généraux, et avec 2 Milliards de Francs, de gérer la LIBRE ADMINISTRATION DES COLLECTIVITES LOCALES de 1.100.000 Français !

Après le Conseil municipal, le Conseil général offre un deuxième exemple de la volonté du législateur de responsabiliser les élus locaux. Maintenant, le Conseil général a L'INITIATIVE DES DECISIONS ET LE CHOIX DES MOYENS, non seulement pour continuer d'agir dans les domaines habituels, mais plus particulièrement pour : déterminer et gérer le budget, ce qui est un acte éminemment politique ; se libérer des tutelles techniques de l'Etat ; orienter et soutenir les activités économiques ; organiser l'action sociale et la santé (48% du budget) ; gérer et contrôler le patrimoine scolaire, qui inclut maintenant les CES.

La Loi de décentralisation vient de propulser le Conseil général en plein centre de la scène de la vie locale, où il passe brutalement du statut de figurant à celui d'acteur. Le Conseil général d'aujourd'hui ne peut plus continuer à ignorer les conséquences d'une crise qui touche tous les secteurs de la société. Il ne peut plus, comme trop souvent jadis, rejeter les responsabilités sur l'Etat, et exiger dans le même temps que le Département demeure un îlôt artificiel de prospérité apparente !

PROPOSITIONS

Le Département des Yvelines a les moyens d'une politique dynamique. C'est un mauvais alibi que de prétendre que les 184 Millions que l'Etat doit aux Yvelines nous paralysent. D'ailleurs le Gouvernement s'est engagé à rembourser cette dette en 10 ans, corrigeant ainsi le laxisme entretenu depuis 20 ans par ses prédécesseurs de droite.

Nous démontrerons que, dans la limite de ses moyens, qui ne sont pas négligeables, le Département doit devenir un instrument de proposition, d'incitation, d'organisation, voire de soutien à certains secteurs, et de prévision pour l'avenir.

Membre de l'équipe socialiste pour les Yvelines, je propose :

- la création d'un **fonds départemental de développement économique et soutien à l'emploi**, basé sur une analyse sérieuse du tissu industriel, et doté de 10 Millions de Francs. Dans un tel domaine, le Conseil général actuel en est encore, début 1985, à faire poursuivre une timide enquête ;
- la mise en oeuvre d'une **politique cohérente d'action sanitaire et sociale**, qui réponde aux besoins de la population. On constate aujourd'hui le recul des aides ménagères et sociales, l'absence quasi-totale d'actions de prévention, et le dernier Rapport de la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale dénonce le manque de plus de 10.000 places de crèches dans le Département !
- l'**amélioration des réseaux de transports intercommunaux**, dont Le Chesnay et Rocquencourt traduisent tout particulièrement la nécessité.

CES ACTIONS PEUVENT ETRE CONCLUES ET REALISEES SANS AUGMENTATION DE LA FISCALITE.

Commençons par faire l'économie des dépenses de prestige au seul bénéfice du Conseil général : déja plus de 30 Millions, dit-on, pour l'acquisition du domaine de Mme Elisabeth !? Mais surtout, donnons nous une politique plus investive, plus imaginative.

Le retour à la santé économique de notre Pays est en bonne voie. Il sera d'autant plus rapide et solide, que les résultats encourageants obtenus par l'Etat au niveau des grands équilibres économiques et financiers, seront soutenus et confirmés par une politique locale adaptée.
C'est cette exigence de cohérence, ce respect des efforts demandés ces dernières années à tous les citoyens, que l'électeur est en droit d'attendre de l'élu du Département.

Aujourd'hui, la Loi de décentralisation instaure un nouveau type de responsabilité départementale. Elle fait obligation au Conseiller général de dépasser la gestion traditionnelle, pour prendre en compte, dorénavant, les problèmes locaux, qu'on renvoyait naguère à l'Etat... trop souvent sans espoir de retour !
C'est cette responsabilité sans faux-fuyants, sous votre contrôle, que je vous propose d'assumer en votre nom.

Jean MAILLEFER
Conseiller municipal
du Chesnay

REUNION PUBLIQUE

avec Jean MAILLEFER
& Georges MOUGEOT
Conseiller général socialiste des Yvelines

JEUDI 7 MARS 1985
à 21 h

Salle des Fêtes de l'Ancienne Mairie
50, rue de Versailles - LE CHESNAY

COMMUNE & DEPARTEMENT

Il ne faut pas confondre les problèmes de la Commune et ceux du Département, et nous ne sommes pas à la veille d'élections municipales !
Il n'empêche que le Conseil général a à prendre des décisions de financement, de programmes, de créations d'équipements, etc... qui peuvent avoir des répercussions très importantes sur la vie quotidienne des Communes.

Notre candidat propose la création d'un Fonds Départemental de soutien à l'Emploi : qu'ont fait nos Communes pour le problème le plus crucial de ces dernières années de crise ? S'il se crée des emplois au second Centre Commercial de Parly 2, seront-ils offerts à des habitants du canton ? Qu'ont fait nos édiles pour nos quelque 800 chômeurs ?

Notre candidat propose de reprendre le problème des réseaux de transports inter-communaux. Du Chesnay, et de Rocquencourt surtout, c'est déja une expédition que de rejoindre Paris via Versailles ou Vaucresson. Mais si, par malheur, on désire se rendre à Saint-Germain-en-Laye ou à Saint-Cyr l'Ecole... !?

Notre candidat propose une action sociale et sanitaire qui réponde aux vrais besoins de toutes les catégories de la population, et pas seulement aux plaisirs de l'élite des mieux nantis. Au Chesnay, il y a des années que les piétons de la Rue Guynemer manquent se faire écraser tous les jours, et que les riverains de la Rue du Général Velvert sont inondés chaque été, que les jeunes femmes qui travaillent n'ont strictement rien à faire des "crèches à mi-temps" (sic) que leur offre la municipalité, etc...

Vous qui pensez que le programme de notre candidat vaut la peine d'être mis en oeuvre, croyez-vous qu'il le serait par le Conseiller général sortant ? Ces dernières années nous ont prouvé que non !

Tribune libre

Emplacement réservé aux trois groupes du Conseil Municipal

Union pour Le Chesnay

Mars 1985

Le 10 mars prochain, les élections cantonales se dérouleront dans la moitié des 4 000 cantons français. Notre commune et celle de Rocquencourt seront appelées à élire leur représentant au Conseil Général des Yvelines.
Ces élections prennent une importance accrue depuis le vote des lois sur la décentralisation. Les conseils généraux ont reçu de nouvelles attributions dans le domaine des équipements, de l'environnement, des écoles et de l'aide sociale. Parallèlement, ils ont pris un poids politique accru, face à l'Etat. En 1985, le budget du département des Yvelines approchera 2 milliards de Francs. Le Conseil Général intervient dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle, en liaison avec les communes et les associations.

Il est donc important que notre commune soit représentée au Conseil Général pour y être défendue. C'est la mission dont vous avez chargé Maurice COINTE. Depuis six ans, il l'accomplit avec compétence et dévouement, ce qui a permis au Chesnay et à Rocquencourt de participer aux programmes d'équipement et d'animation du département.

Ces élections prendront aussi un caractère politique indéniable. La moitié du corps électoral s'exprimera à cette occasion, moins d'un an après les Elections Européennes. Il est important que le Conseil Général des Yvelines demeure dans l'opposition. C'est la raison pour laquelle le R.P.R., l'U.D.F. et les non-inscrits de l'opposition ont décidé de soutenir les Conseillers Généraux d'opposition sortants et dans les cantons détenus par la majorité, de passer un pacte électoral.

Notre Maire sera donc le candidat de l'opposition unie dans le canton du Chesnay.

L'Union pour Le Chesnay vous demande de réserver cette date pour accomplir votre devoir électoral, pour manifester vos convictions politiques et pour élire Maurice COINTE, **dès le premier tour.**
Ne négligez pas ces élections : c'est pour vous le moment de faire connaître démocratiquement ce que vous souhaitez pour les Yvelines et la France.
Le 10 mars, voter Maurice COINTE, ce sera voter pour Le Chesnay et pour l'opposition.

Rassemblement pour Le Chesnay

1981 - 1984 La Grande Braderie

"Si vous ne connaissez pas la question, de quoi vous mêlez-vous — et si vous la connaissez, que faites-vous de votre conscience ?" En écrivant ces mots, Louis PASTEUR était loin de penser à la gestion marxiste de la France depuis 1981 !
Et pourtant :

- Sur le plan local, la réduction de la durée d'exonération de la taxe foncière bâtie, le transfert d'attributions aux collectivités locales sans transfert des ressources correspondantes, la limitation arbitraire de la hausse des prix des services montrent que les leçons données par les pays "frères", comme par exemple le scandale de l'emprunt russe, ont été enregistrées.

- Sur le plan national, le démantèlement du système hospitalier, les libertés menacées au niveau de la gestion communale, de la presse et de l'enseignement, la justice bafouée encore récemment par des grâces inadmissibles, la liberté individuelle restreinte par l'accroissement du droit de perquisition, la police "assassinée" dont l'action est de plus en plus entravée, témoignent de la radicalisation voulue par le pouvoir.

- Sur le plan international, la braderie de la politique élaborée par le Général DE GAULLE, le voyage en Crète dont le seul précédent a été la poignée de main de Montoire, et aujourd'hui la politique d'abandon de la Nouvelle-Calédonie sont la preuve du peu de cas qui est fait d'une "certaine idée de la France".

En ce qui concerne ce dernier point, nous demandons à tous ceux qui sont pour la démocratie, le respect des lois, du suffrage universel et de la Constitution d'apporter leur soutien à :

"SOLIDARITÉ FRANCE - NOUVELLE CALÉDONIE"
Association France-Calédonie,
91 boulevard de Courcelles, 75008 Paris

Vous démontrerez par vos nombreuses signatures au Chef de l'Etat, au gouvernement et à tous les partis politiques que vous êtes solidaires de nos compatriotes du bout du monde.

Pierre de VERNEJOUL

Groupe de l'Union de la Gauche

Pour l'Emploi

de C. LECLERC, Conseillère Municipale Communiste.

L'Emploi est un vrai problème qui mérite d'être traité sérieusement. Les déclarations de M. le Maire sur son action en faveur de l'emploi ne sont que démagogie. Il suffit de regarder comment se traduisent concrètement "l'esprit d'entreprise" de ses amis politiques et du C.N.P.F. : casse d'entreprises modernes, performantes correspondant à des secteurs clés de notre économie (Bull, LTT, St-Gobain, Ugine-Fos, Thomson-CGE, Creusot-Loire...) Mais plus révélateur encore, M. le Maire se vante d'avoir permis le maintien des emplois de Fenwick au Chesnay et rêve de la création d'une centaine d'emplois... "à terme", les faits sont tout autres Août 1984, 210 salariés, fin avril 1985 ne sont prévus que le maintien de 125 salariés du Chesnay et l'arrivée d'un peu plus de 60 (mutations de St-Ouen et Orgeval).

Même si le site du Chesnay a été maintenu contrairement à d'autres cela fait 40 % de suppressions d'emplois. Quant à la création d'un second centre commercial, ne fait-on pas fi du commerce de quartier du Chesnay et de Versailles ?

Non, il ne nous fera pas oublier comme cela que le chômage résulte de la gestion du patronat pour la recherche de bénéfice sans produire : les moyens de placement ont rarement été aussi diversifiés, les exportations de capitaux aussi massives, les marchés financiers explosent, les profits sont au plus haut.

La solution ne passe pas par une soumission à cette orientation du patronat ni par la généralisation des emplois précaires, des TUC..., ni par la baisse du pouvoir d'achat. Il faut une volonté politique au niveau national et local d'avoir une industrie de service, des hommes et non des spéculateurs.